

# La qualité de l'habitat, condition environnementale du bien-être et du mieux vivre ensemble

## Déclaration du groupe UNSA

L'habitat touche autant à l'intime qu'au collectif, au symbolique qu'à la réalité concrète du quotidien, il est vecteur de la sémiologie urbaine et paysagère, et est aussi au cœur d'un secteur économique majeur dans notre pays. L'approche globale proposée dans cet avis tant pour répondre aux enjeux environnementaux, que sociaux et sociétaux, est à nos yeux essentielle pour harmoniser des politiques parfois trop sectorielles. En effet, l'urbanisme tant résidentiel que commercial et institutionnel, l'espace public et la place laissée aux habitants, les mobilités, les enjeux du changement climatique et transition énergétique, qualité de vie et santé... sont autant de composants s'alimentant les uns aux autres, constitutifs du bien-être au sein de la cité, qu'elle soit urbaine, périurbaine ou rurale.

Pour l'UNSA, la rénovation du parc de logements anciens des particuliers est un enjeu prioritaire. La précarité énergétique s'ajoutant trop souvent à la précarité sociale mettant dans l'impasse financière de nombreux ménages. Si la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques est une source potentielle de ressources financière intéressante, l'UNSA s'associe à la recommandation du CESE d'observer une grande prudence dans les modalités de son application pour les populations les plus fragiles. Les programmes et mesures d'amélioration de l'habitat dont notamment l'ANAH sont à mieux faire connaître, mais aussi peut être à adapter à des investissements plus modestes ou du moins par paliers pour permettre un investissement plus accessible car plus progressif, l'attrait d'une plus-value mieux maîtrisée et valorisée, certes très pertinente dans l'investissement foncier, n'étant pas toujours le levier prioritaire des ménages.

L'avis expose une attention toute particulière aux problématiques de l'habitat dans les Outre-mer, où se cumulent plus crûment des sujets sociaux mais aussi de risques climatiques.

L'UNSA s'associe pleinement aux recommandations visant à une meilleure intégration de ce qui fait la vitalité et le bien vivre ensemble dans la cité : repenser des mobilités prend tout son sens quand les lieux de vie sont accessibles aux modes doux, quand les déplacements sont apaisés et moins subis. Retrouvons les nouvelles agoras que constituent les lieux d'échanges, de socialisations mais aussi de partage, les bureaux des temps, les jardins collectifs, mais aussi les contrats à impact social-environnemental, sont autant de pistes à développer. Les services publics et au public que ce soit dans le domaine de la santé, des infrastructures de transport et du numériques, des équipements participent de cet écosystème qu'il convient d'accompagner par les collectivités territoriales.

Habiter c'est prendre corps dans un lieu. Les besoins ont changé tant dans la structure de l'habitat que son environnement au sens large ; il convient de renouveler nos référentiels et cela ne peut se faire sans entendre les premiers concernés ! La nature, l'environnement offre plus que du

*green washing* mais réconcilie l'homme à son essence. Les espaces verts, la biodiversité, la micro-agriculture mais aussi l'écoconception sont facteurs de bien-être. Les démarches collaboratives sont donc particulièrement intéressantes dans ce qu'elles offrent comme modèle d'habitat alternatif et innovant et pas forcément plus coûteux sur une durée longue, nos voisins hollandais et allemands proposent également des modèles d'habitation en petits collectifs particulièrement intéressants.

De nouvelles formes de partage résidentiel comme l'intergénérationnel apportent également des solutions nouvelles au vieillissement de la population qui sont à consolider et élargir. L'UNSA a voté favorablement l'avis.